

**Oleg Serebrian**

# **Autour de la mer Noire** géopolitique de l'espace pontique



# Autour de la mer Noire

Oleg Serebrian

**AUTOUR DE  
LA MER NOIRE**

*Géopolitique de l'espace Pontique*

ARTÈGE Sciences Humaines

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

exactement le contraire – l'influence du facteur politique sur l'espace.

Il faut encore faire une stricte séparation entre la géopolitique et une autre science politique – les relations internationales – dans la mesure où très souvent aussi on attribue à la géopolitique une dimension d'analyse de la politique extérieure et des relations internationales. La réalité est pourtant relativement différente car la géopolitique étudie le rapport espace-politique dans son ensemble, sans distinguer ou délimiter l'aspect de la vie politique intérieure de celui de la politique extérieure d'un État. La géopolitique opère avec l'inconscient qui sous-tend le politique, avec ce qui échappe à la compréhension immédiate lorsque l'on ne prend pas en considération la spécificité du tandem espace-temps au sein duquel un État s'est développé. La géopolitique, métaphoriquement parlant, devient ainsi la psychanalyse de l'État. À son tour, les relations internationales se préoccupent éminemment de l'étude des acteurs (État, organisations intergouvernementales, Internationales politiques, confessions religieuses, entreprises multinationales) et des facteurs (économique, politique, technologique, culturel et social) qui déterminent l'évolution du système des relations internationales dans leur ensemble.

Enfin, il faut encore préciser que nous comprenons par ensemble géopolitique toute aire géographique présentant des conditions spécifiques à la création d'un climat politique propre à une certaine région. Ce climat pourrait être influencé par la présence ou l'absence d'un grand pouvoir ou d'une grande puissance régionale, par le positionnement de cette aire vis-à-vis des principaux pôles de gravitation du système des relations internationales (aspect topo-politique), par la carte démographique et ethno-confessionnelle, par les interrelations

économiques régionales, par l'isolement ou l'ouverture (plus ou moins large) de la région dépendant des facteurs naturels (configuration du pays, mais aussi limites internes : chaînes montagneuses, déserts, fleuves internationaux, mers, autrement dit, aspects d'ordre morpho-politiques et physio-politiques). Un ensemble géopolitique peut inclure, ainsi, des États tout entiers, ou seulement des parties de certains États immenses ou placés à la frontière de certains ensembles géopolitiques, comme par exemple la Russie et l'Ukraine, pays auxquels il sera souvent fait référence dans cette étude. Dans ce cas, l'État demeure évidemment politico-géographiquement unitaire, mais, sur le plan zonal, la perception des priorités géopolitiques sera différente. L'Ukraine, par exemple, constitue un facteur important dans l'ensemble géopolitique Pontique mais aussi, de manière concomitante, dans l'ensemble centre-européen. De ce fait, à Odessa ou à Sébastopol, et d'un point de vue géoéconomique, géohistorique, géostratégique et géoculturel, on accordera une plus grande priorité au vecteur Pontique et on mettra plus l'accent sur l'identité Pontique. En revanche, à Lvov, cette donnée sera négligée, l'accent étant mis, à tous les niveaux, sur le vecteur centre-européen.

L'ensemble géopolitique balkano-caucaso-pontique, dont la mer Noire est le lien, met en évidence quelques traits caractéristiques distincts, parmi lesquels il faut signaler tout d'abord une grande densité de conflits territoriaux qui ont pour origine un élément ethnique ou confessionnel. On peut faire remarquer ensuite un positionnement stratégique en raison de la proximité de l'Union Européenne et de la Russie ainsi que du voisinage de deux des plus grands bassins d'hydrocarbures du monde, celui du Golfe Persique et celui de la Caspienne. La proximité des foyers de tension du Proche et Moyen Orient donne, dans le contexte de la géopolitique globale, une plus-

value à cette région. C'est ce qui explique, d'ailleurs, l'intérêt toujours croissant des Américains vis-à-vis de la région de la mer Noire, de même que le renforcement de certaines présences allogènes depuis longtemps oubliées comme celles de la France et de l'Allemagne. Faisant référence à ce dernier aspect, l'analyste Federico Bordonaro affirmait que la structure géopolitique de la région de la mer Noire serait marquée, aujourd'hui, par le remplacement de l'ancienne influence soviétique par l'influence américaine, qui, à son tour, entrerait en compétition avec les ambitions de l'Europe<sup>3</sup>.

Tels sont les principaux aspects constituant l'objet du présent ouvrage qui, tenant compte de la complexité et de la multiplicité des problèmes, n'est qu'un aperçu général, une analyse d'ensemble des mutations géopolitiques de la région après la disparition de l'Union soviétique. Les deux premiers chapitres de l'ouvrage se focalisent sur les problèmes qui découlent de l'effondrement de l'URSS avec pour résultat l'apparition d'un vide temporaire de pouvoir et la modification de l'architecture politico-géographique de la région. L'émergence d'une importante puissance régionale, l'Ukraine, de même que l'ascension géopolitique de la Turquie – qui a profité de ce vide de pouvoir entre Caucase et Balkans – sont le résultat évident de ce grand bouleversement géopolitique. Dans les trois derniers chapitres, enfin, sont analysés les problèmes auxquels l'espace Pontique postsoviétique est confronté ; problèmes générés directement ou indirectement par la dissolution de l'Union soviétique. Seront donc successivement abordés la situation géopolitique complexe du Caucase et des Balkans puis celle de l'espace roumain.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

venait à être coupée pour une raison quelconque, le transit ferroviaire avec le Caucase du Nord ne pourrait plus se faire que par le nœud ferroviaire de Volgograd, ce qui signifierait un allongement de 500 km par rapport au trajet normal Moscou – Rostov sur le Don. La situation du réseau routier n'est guère meilleure ; la liaison entre Moscou, les régions de l'intérieur de la Russie et les zones pontiques ne se réalisant que par les autoroutes Moscou/Voronej/Rostov sur le Don et Rostov sur le Don/Volgograd.

Ces quelques rappels suggèrent clairement que la Russie est confrontée à une situation politico-géographique et économique-géographique absolument inédite qui lui impose non pas seulement un réexamen des doctrines géopolitiques antérieures mais, pour l'aire Pontique au moins, une stratégie géopolitique complètement nouvelle.

Au début de ce chapitre, on a fait référence aux différences qui caractérisent les trois principaux protagonistes du système géopolitique Pontique : la Russie, l'Ukraine et la Turquie. Il ne fait aucun doute que ces pays sont très distincts les uns des autres du point de vue de leurs caractéristiques physiques ce qui est un premier point extrêmement important. La maturité de la doctrine géopolitique d'un État est un critère de distinction non moins important. Or, de ce point de vue, ces trois pays se trouvent à des stades très différents de « maturité ». La Turquie présente la meilleure position car elle a été seulement affectée indirectement par les secousses de 1989-1990. Elle a pu largement bénéficier des résultats de ces bouleversements. Pendant quelques années (1991-1994), en effet, Ankara a réussi à agir sans rival sur une aire comprise entre les Balkans et l'Altai.

C'est là qu'apparaît la fascination qu'exercent ces ensembles géopolitiques inédits qui comprennent des acteurs nouveaux ou

des caractéristiques substantiellement modifiées. À l'intérieur de tels ensembles et dans ce contexte, ne profite pas celui qui a des atouts spatiaux ou des caractéristiques physiques inédites, comme c'est le cas de la Russie mais celui qui peut spéculer sur la déroute de l'adversaire, comme c'est le cas de la Turquie. La règle de ce jeu géopolitique suggère donc implicitement que le deuxième type de « joueur » mentionné ici doit pousser le plus possible son avantage dans un laps de temps très court (la période du « vide de pouvoir »), avant que le véritable maître du ring ne reprenne ses esprits. Il va de soi que dans le cas de l'arène géopolitique Pontique la qualité de maître du ring revient, évidemment, à la Russie.

La Russie a essayé de suivre l'exemple de la Turquie et de tirer certaines leçons du passé pour les appliquer à sa nouvelle situation. Mais si géopolitiquement la Turquie a connu, en 1991, des changements bénéfiques en comparaison avec ceux de 1914, la Russie a été, à tous points de vue, profondément désavantagée. Ce qui fait que Moscou construit de toutes pièces et sans suffisamment pouvoir prendre de recul une nouvelle doctrine géopolitique qui ne pourra que poursuivre partiellement la ligne de l'Empire Russe et de l'Union Soviétique. Pour ce qui est du troisième protagoniste sur la scène géopolitique Pontique, l'Ukraine, elle doit se forger une doctrine géopolitique totalement nouvelle qui puisse utiliser les immenses avantages offerts par l'espace et qui puisse lui permettre d'apprendre à éviter les pièges que ce même espace peut lui tendre. Jusqu'à présent, l'Ukraine a adopté une position de « sphinx ». En conséquence, la valeur du facteur ukrainien pendant la période du « vide de pouvoir » dans l'espace Pontique est difficilement appréciable. Les Occidentaux prennent surtout en compte les dimensions du pays (deuxième place en Europe), de sa population (sixième place en Europe) et de son potentiel

technico-scientifique (qui, en cas de stagnation prolongée, peut devenir un simple souvenir). Ces caractéristiques géopolitiques font de l'Ukraine un acteur important mais qui se tient pour l'instant à l'écart et dont la conduite n'est pas prévisible. Porterions-nous, par hasard, notre regard dans une mauvaise direction ? Ne choisirions-nous pas, parmi tous les critères disponibles, que ceux qui sont extrêmement visibles sans essayer d'en rechercher d'autres, de nature spatiale ou moins perceptibles ?

Quoi qu'il en soit, on peut simplement souligner que l'Ukraine pourrait éprouver certaines difficultés qui découleraient de la configuration même du pays, autrement dit de problèmes morpho-politiques. Sa faible cohésion morpho-politique apparaît indubitablement comme l'une des causes qui dressent le plus d'obstacles sur la voie de l'unification de la nation ukrainienne, mais aussi qui retardent la manifestation de ce pays en tant que facteur important dans la géopolitique de la région.

Deux parties de l'Ukraine – la Crimée et le sud de la Bessarabie – sont des régions qui semblent comme « artificiellement rattachées » au territoire de base du pays. Cette évidence cartographique coïncide, de plus, avec la réalité historique. Ces deux régions ont en commun quelques caractéristiques : la largeur de leurs isthmes qui les relie au reste de l'Ukraine, leur ponticité, leur passé historique marqué par des présences hellènes, romaines, génoises et tatares. Dans l'étymologie des toponymes, comme nulle part ailleurs en Ukraine, on remarque le passé tatar. Une autre caractéristique commune de ces deux régions est d'avoir un paysage ethnique différent du reste du pays (importante présence roumaine et bulgare mais également turcique dans le sud de la Bessarabie ; majorité russe absolue mais importante composante turcophone

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Russie après les événements d'août 2008. L'objectif de la Russie était de franchir la barrière caucasienne et d'être présente en Transcaucasie. La valeur géopolitique de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud est donc très importante ; la Russie réussissant par le contrôle qu'elle y impose, à réduire les risques d'adhésion de la Géorgie à l'OTAN et à démotiver d'autres pays de CEI de suivre l'exemple géorgien. L'autre atout de la présence russe en Abkhazie concerne l'enclavement de la République de Karatchaëvo-Tcherkèsse dont il serait vraiment naïf de croire qu'elle dispose d'une frontière externe alors qu'elle est désormais enclavée.

Sa présence en Ossétie du Sud confère à la Russie un avantage géopolitique important : grâce à cette acquisition géopolitique, elle a pu « escalader » le Caucase et tenir la capitale géorgienne sous son contrôle, au sens propre et au sens figuré du terme. Si l'on jette un rapide coup d'œil sur une carte de la Géorgie, on peut facilement s'apercevoir que, par le contrôle de l'Ossétie du Sud, les Russes peuvent avec un minimum d'effort couper le territoire géorgien en deux.

Enfin, la situation géopolitique de la Russie est encore favorisée par la présence de substantielles diasporas russes et russophones en Moldavie et en Ukraine. Cette présence importante dans les deux pays (où les russophones représentent approximativement 30 % de la population) les rend facilement utilisables ; à quoi il faut encore ajouter la présence militaire russe dans les deux pays ainsi que l'existence de deux foyers séparatistes – la Crimée et la Transnistrie – qui représentent un avertissement tant pour Kiev que pour Kichinev.

Il est évident que la Russie postsoviétique ne réussira plus à être dans la région un « dictateur géopolitique », quels que soient les vecteurs de la future confrontation géopolitique globale. Néanmoins, au cas où cette confrontation se plierait à la

formule Est-Ouest (tel que la situation le laisse penser), la Russie obtiendrait au pire le contrôle de l'Arménie, de la Crimée, de la Transnistrie, de l'Abkhazie, de l'Ossétie du Sud et du Karabakh, autrement dit un positionnement déjà respectable ; au mieux elle aboutirait aussi à la subordination totale de l'Ukraine, de la Moldavie, de la Géorgie et de l'Azerbaïdjan. Au cas où le vecteur de la future confrontation géopolitique se plierait à une formule Nord-Sud, alors la Russie réussirait à acquérir (tel que le suggère Huntington) la position de leader régional dans les pays balkaniques et caucasiens. Dans la mesure où l'Ukraine n'a pas réussi à acquérir une partie du poids géopolitique de l'ex-URSS, la Russie, malgré ses pertes territoriales importantes, a bien maintenu sa présence tant dans les Balkans que dans le Caucase. C'est la raison pour laquelle la création du GUAM – organisation régionale<sup>19</sup> qui essaie de regrouper une partie des pays de la CEI (la Géorgie, l'Ukraine, l'Azerbaïdjan et la Moldavie) – a été prise de manière dérisoire par Moscou, non pas même comme « une dissidence politique », mais tout juste comme « une délinquance mineure ».

Il est vrai que, malgré ses grands désavantages géopolitiques, l'Ukraine est le pays de la CEI le plus courtisé par les Occidentaux, ce qui est dû, tout d'abord, à la géographie de ce pays (superficie, territoire, etc.), mais encore au fait que l'Ukraine est perçue comme le seul contrepoids possible à la Russie au sein de la CEI. En dépit de l'affaiblissement de la Russie et des modestes performances de la CEI, l'Occident et en tout premier lieu les États-Unis regardent avec réserve les projets d'intégration de l'espace ex-soviétique. Au cas où les relations Est-Ouest se dégraderaient encore (ce qui n'est pas du tout exclu, même si l'axe privilégié des rivalités géopolitiques semble être l'axe Nord-Sud), les Occidentaux ne seraient

certainement pas satisfaits d'avoir à affronter une Russie défendue par un système d'alliances. Dans ce contexte, il est sûr que les Occidentaux considèrent l'Ukraine dans la perspective de leur positionnement vis-à-vis de la Russie<sup>20</sup>. L'Allemagne et les États-Unis sont les deux pays qui font spécialement le plus d' « avances » à l'Ukraine. Dès le milieu des années 1990, on a même pu observer une légère concurrence entre ces deux grandes puissances pour le « leadership » en Ukraine. Les Américains et les Allemands y ont massivement soutenu la politique de réforme économique et militaire. Le 1<sup>er</sup> janvier 1995, l'Allemagne offrait à l'Ukraine une aide de 2 milliards DM (1 milliard €), tandis que les États-Unis offraient 900 millions \$<sup>21</sup>. Par l'intermédiaire de cette aide Berlin, mais surtout Washington établirent, pour parer à toute éventualité, un « sas de sécurité » vis-à-vis de la Russie ; sas qui inclut également la Pologne et les pays baltes.

La Russie contemporaine, comme la Russie impériale, a un « allié naturel » dans les Balkans, la Serbie. Pour ce qui est des Bulgares, il serait absolument erroné de considérer qu'ils sont antirusse et philo-occidentaux. Bien au contraire ces derniers, comme les Grecs d'ailleurs, considèrent comme opportun un rapprochement avec la Russie plutôt qu'avec l'Occident. De même, les trois nations transcaucasiennes et la Moldavie demeurent certainement dans la sphère d'influence russe. Le fait que cette dernière, géographiquement protégée à l'est par l'Ukraine, a été pourtant attirée par la force de séduction de Moscou prouve que « la muraille ukrainienne » demeure perméable aux tentatives de pénétration du grand voisin de l'Est.

Un autre facteur, souvent ignoré dans beaucoup d'analyses géopolitiques de la Russie, est de nature psychologique. Dans l'Europe actuelle, il n'y a qu'en Russie et en Serbie qu'il est

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Arméniens et 170 000 Lezghiens<sup>30</sup>. En 1988, le problème de la minorité arménienne de l'Azerbaïdjan avait dégénéré en un conflit très violent. En même temps, les aspirations des Lezghiens (peuple du Daghestan séparé par la frontière d'État russo-azéri ; 300 000 Lezghiens environ vivant du côté russe) de constituer une région autonome au sein de la Russie devenaient, elles aussi, toujours plus manifestes, or cette autonomie aurait compris les districts lezghiens du sud du Daghestan et du nord de l'Azerbaïdjan. « Le problème lezghien » est figé pour l'instant mais les responsables politiques de Bakou et d'Ankara sont conscients que la Russie dispose de deux leviers importants pour contrecarrer l'influence de la Turquie dans l'Azerbaïdjan et ses aspirations panturques ; il s'agit du Karabakh et du Lezghiestan.

Paradoxalement, l'intérêt géopolitique d'une puissance dans une région donnée peut résulter, soit de la présence sur place d'un « frère de sang », soit de celle d'un « ennemi juré ». Or, dans l'espace transcaucasien qui est son objectif géopolitique prioritaire, la Turquie rencontre les deux cas. En 1991, la Turquie a vu naître une Géorgie et une Arménie indépendantes qui sont aussi deux pays chrétiens. Pour des raisons historiques, ces deux « nouveaux » pays, surtout l'Arménie, éprouvent une hostilité certaine contre les deux pays d'origine turque voisins et, pour contrecarrer leur influence dans la région, recourent à des alliances avec la Russie et l'Iran, les rivaux éternels de la Turquie dans le Caucase.

Les relations turco-arméniennes sont altérées par les événements de 1915-1922 au cours desquels plus de 1,5 million d'Arméniens ont perdu la vie tandis que les survivants quittaient l'Arménie Occidentale (turque)<sup>31</sup>. L'actuelle République d'Arménie comprend moins de 10 % du territoire de l'Arménie

historique et ne représente que cette partie qui, aux XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles, avait appartenu à l'Iran et non pas à la Turquie<sup>32</sup>. Les territoires arméniens incorporés au XVI<sup>e</sup> siècle dans l'Empire Ottoman sont toujours turcs aujourd'hui mais plus aucune population arménienne n'y vit désormais. Elle y a été massacrée au début de la Première Guerre mondiale par les Ottomans, alliés de l'Allemagne de l'époque, pour la sympathie que les Arméniens manifestaient pour l'ennemi russe. La Russie, d'ailleurs, ne cachait nullement son intention de réunir les deux Arménie (Occidentale et Orientale) et de créer en son sein un État arménien autonome. Au début de la Première Guerre mondiale l'Arménie Occidentale qui appartenait à l'Empire Ottoman (c'est-à-dire les anciens districts de Van, d'Erzurum, de Bitlis, de Sivas, d'Harbet et de Diyarbakır), comptait 2,3 millions d'Arméniens, tandis que l'Arménie Orientale qui appartenait à l'Empire Russe (c'est-à-dire l'actuelle République d'Arménie plus le Karabakh), en comptait 1,5 million.

Le 3 mars 1918, après la défaite de la Russie lors de la Première Guerre mondiale, la Turquie et l'Allemagne instauraient un contrôle sur la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, proclamés officiellement États indépendants. Dans le même temps, l'Adjarie, le Lazistan et la région du Kars (partie de l'ancienne Arménie russe) ont été annexés par l'Empire Ottoman<sup>33</sup>. Néanmoins, la domination turco-allemande dans le Caucase s'est avérée éphémère : les défaites subies par les troupes turques sur les fronts de Palestine et de Mésopotamie, de même que les révolutions anti-monarchie qui avaient embrasé, à la fin du mois d'octobre 1918, Vienne, puis Berlin, avaient abouti à la capitulation des pays du bloc austro-allemand. Conformément à l'armistice signé par les Turcs le 30 octobre 1918, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie étaient

reconnus comme États indépendants. À cette occasion, l'Arménie récupérait la région du Kars et la Géorgie l'Adjarie et le Lazistan. Le traité de paix de Sèvres, signé le 10 août 1920 par les puissances de l'Entente et de la Turquie incluait pourtant également dans la composition de l'État arménien l'ancienne Arménie Occidentale (turque), la délimitation exacte de la frontière turco-arménienne allant être négociée par les États-Unis<sup>34</sup>. Selon encore ce traité, la Turquie s'engageait de céder à la Grèce des régions importantes de la Thrace Occidentale et du littoral de la mer Égée. Si l'Allemagne et l'Autriche ont accepté les conditions humiliantes des traités de Versailles et de Saint-Germain, leur allié balkanique, en revanche, s'est insurgé. Cette fois-ci, ses ennemis principaux étaient les Grecs à l'ouest, et les Arméniens à l'Est, soutenus militairement par les Anglais, les Français et les Italiens. Pour faire face aux puissances de l'Entente et en vue de l'élaboration d'un plan d'action commun, qui visait d'abord et avant tout l'Arménie, alliée de l'Entente dans le Caucase, Kemal Atatürk s'est adressé, le 26 avril 1920, à la Russie Soviétique, qui lui a tout de suite proposé de conclure une alliance militaire et de partager, sans implications extérieures, l'Arménie et la Géorgie<sup>35</sup>. Le 9 juin 1920, les troupes turques attaquaient les positions des forces militaires arméniennes. Le 29 septembre, elles enfonçaient la ligne du front et occupaient les villes de Sarykamysh et d'Ardagan. En même temps, de l'Azerbaïdjan (occupé par les Soviétiques en avril 1920), partaient vers l'Arménie des unités militaires soviétiques. Le 8 octobre, Erevan lançait un appel désespéré « au monde civilisé », pour combattre l'agression turque et soviétique, mais il était déjà trop tard. Le 19 novembre, les Soviétiques occupaient Erevan et la République d'Arménie était bel et bien liquidée. Le 16 mars 1921 était signé à Moscou

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

en plus à ce dédoublement géopolitique la construction d'un État laïque sur un terrain islamo-religieux et d'une nation formée d'une mosaïque ethnique et tribale.

Avec l'effondrement du système socialiste qui a ouvert à la Turquie une série de possibilités d'expansion géopolitique dépassant jusqu'aux prétentions de la Sublime Porte, les « facteurs de stress » se sont multipliés. Ce télescopage qui marquait déjà géographiquement la Turquie s'est alors progressivement aggravé. D'un côté Ankara insiste sur son européanisme et sa laïcité mais, d'un autre côté, les principales orientations de sa politique extérieure se sont tournées vers le Caucase et l'Asie centrale ; l'Islam étant le plus souvent le facteur déterminant dans le choix de ses alliés naturels dans les Balkans et le Caucase.

En conclusion, avec la dissolution de l'Union Soviétique et la refonte de l'aire géopolitique Pontique, l'Europe du Sud-est est de nouveau entrée dans la sphère des préoccupations géopolitiques turques bien que, cependant, la disparition de l'URSS ait ouvert à la Turquie d'autres opportunités considérées par Ankara comme plus intéressantes et probablement plus accessibles. Globalement, la Turquie s'est retrouvée dans les Balkans avec une situation très semblable à celle du Caucase : disparition des frontières géopolitiques Est-Ouest, modification rapide des frontières politico-géographiques et conflits interethniques ou interconfessionnels. Bien que ces facteurs aient placé Ankara dans une situation géopolitique et géoéconomique très favorable, l'Europe du Sud-est ne représente pour elle aujourd'hui qu'une « préoccupation » secondaire dans l'espace géopolitique Pontique ; le Caucase la devançant sans aucun doute en importance à tout point de vue. En effet, si l'on fait abstraction des frontières de l'ensemble géopolitique Pontique et si l'on se rapporte, globalement, aux

axes d'intérêt politique d'Ankara, force est de reconnaître que, malgré un plaidoyer pour son appartenance à l'espace européen, la Turquie a une orientation géopolitique plus asiatique que jamais ; la filière caucasienne et centre-asiatique étant plus prometteuse que la filière balkanique.

La conjoncture géopolitique qui a permis à la Turquie une pénétration rapide et relativement facile dans la zone de l'Europe du Sud-est a tout d'abord été liée à la possibilité qu'elle a eue de surmonter la frontière géopolitique Est-Ouest mais aussi la modification tout aussi importante de la carte politico-géographique de la région (et on se réfère ici à la fragmentation de la Yougoslavie qui, jusqu'en 1990, était le plus grand et le plus peuplé de la région).

La Yougoslavie des années 1980 était aussi la plus importante force militaire et économique de la zone avec un système économique qui n'avait besoin que d'une toute petite modification cosmétique (comme le prouve très bien l'exemple de l'ex-république yougoslave de Slovénie, aujourd'hui le pays postcommuniste le plus prospère), pour réussir son passage à une économie de type occidental. La Yougoslavie était, de plus, l'unique nation est-européenne membre du « club » des pays industrialisés, l'OCDE. L'implosion de la Yougoslavie a favorisé l'ascension géopolitique de la Turquie et cette implosion a balayé ainsi un concurrent très fort et traditionnellement suspicieux à l'égard de la Turquie. Si la Yougoslavie avait survécu, elle aurait pu devenir le vecteur d'une nouvelle Entente Balkanique dans la mesure où elle avait de bonnes relations avec la Roumanie et la Grèce (cette dernière étant l'adversaire principal de la Turquie dans les Balkans) mais aussi avec la Bulgarie. Une Yougoslavie intacte aurait certainement conduit à la constitution d'une structure régionale dans le genre du « groupe de Višegrad », tandis que son unité

économique et sa stabilité politique auraient énormément avantage les économies des pays de la région. L'implosion yougoslave a créé un nœud conflictuel qui a tout d'abord englobé, directement ou indirectement, tous les pays de la région, qui a ensuite porté atteinte à l'économie du subcontinent et qui a enfin marqué de manière indélébile l'image du sud-est européen.

La facile « reconquista » géopolitique de l'Europe du Sud-Est par la Turquie s'est déroulée sur un fond d'instabilité politique, de méfiance réciproque et de multiples litiges interétatiques qui sont immédiatement apparus après la chute du système communiste. Si, jusqu'en 1989, tous les pays balkaniques (à l'exception peut-être de l'Albanie) regardaient la Turquie avec suspicion, la longue suite de conflits actifs, passifs ou potentiels qui allaient embraser la région, a conduit à un effort de « domptage » du facteur turc afin de ne pas le laisser « s'échapper » du côté de l'ennemi. La Moldavie en est une illustration évidente dans le contexte de l'excès de zèle fourni pour apporter une solution au problème gagaouze qui tentait d'essayer d'empêcher une jonction russo-turque tout en obtenant une liberté totale pour le dénouement du différend transnistrien. Dans la conjoncture géopolitique créée par la chute de l'Union Soviétique et, implicitement, du système communiste, les diplomates balkaniques ont considéré qu'il était préférable que la Turquie devienne leur alliée ou du moins qu'elle reste neutre.

Quand l'arène des conflits balkaniques s'est rouverte à l'ouest, celle des conflits caucasiens à l'est, tandis que se poursuivait dans le sud le drame du Proche Orient, la Turquie est apparue comme une oasis de stabilité politique et économique qui renforça sa crédibilité. L'absence de problèmes importants à l'intérieur de la Turquie par rapport à leur abondance dans les zones voisines a sans aucun doute créé les

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

autorités impériales a continué ce qui fait qu'en novembre 1917, dans le contexte de la révolution russe, une « République des Montagnes » (devenue ultérieurement « République des montagnards nord-caucasiens ») est proclamée avec pour chef le millionnaire russe d'origine tchéchène A. Tchermoïev. En mai 1918, l'Allemagne et la Turquie reconnaissent le gouvernement de Tchermoïev, les deux empires signant même un « traité de paix et d'amitié » avec la nouvelle république. Le nouvel « État » tchéchène-daghestanais sera le dernier rempart de la lutte antisoviétique dans l'espace européen de la Russie. L'historiographie soviétique considère la date du 21 mai 1921 comme le jour où fut liquidée « la rébellion nord-caucasienne ». En réalité, dans plusieurs régions montagneuses, les mouvements de résistance tchéchène et daghestanaise ont refusé de se rendre jusqu'à la fin des années 1920. Ce n'est qu'en 1922 que les Soviétiques proclament la création de la Région Autonome tchéchène et, en 1924, celle de la Région Autonome Ingouche, les deux faisant partie de la RSFS de Russie. En 1936, dans le contexte des « réformes » staliniennes concernant les frontières des républiques autonomes et fédérées<sup>43</sup> de l'URSS, les deux régions autonomes vainakhs – tchéchène et ingouche – sont à nouveau réunies par ce conglomérat ; Staline créant la République Autonome Soviétique Socialiste Tchéchéno-Ingouche au sein de la RSFS de Russie. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, les deux peuples vainakhs, les Tchéchènes et les Ingouches, allaient essayer, une fois encore, de se libérer de la domination soviétique avec l'aide des Allemands ; acte qui leur coûtera cher lorsque la Wehrmacht se sera retirée du Caucase. Moscou liquidera alors l'autonomie tchéchéno-ingouche et, dans des conditions extrêmement dures, le 23 février 1944, organisera la déportation des Tchéchènes et

des Ingouches en Asie centrale. Des centaines de milliers de Tchétchènes – parmi lesquels le futur président de la Tchétchénie sécessionniste, le général Djokhar Doudaïev – ont alors été obligés de quitter leurs demeures. Plus de 50 000 d'entre eux sont morts pendant la déportation<sup>44</sup>. Ainsi l'exil de 1944, la participation à la lutte antisoviétique entre 1917-1921 et 1942-1943, de même que la guerre caucasienne du XIX<sup>e</sup> siècle (la plus longue que la Russie ait jamais entreprise) ont profondément marqué la conscience nationale tchétchène.

Après le XX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) de 1956, Khrouchtchev va réhabiliter les Tchétchènes et les Ingouches, leur permettant ainsi de revenir dans le Caucase. Il rétablira même la République Autonome Socialiste Soviétique (RASS) Tchétchéno-Ingouche, bien qu'une partie du territoire historique des Ingouches (le district de Prigorodny, cédé, en 1943, à l'Ossétie du Nord) et des Tchétchènes (le district de Novolakski, peuplé surtout de Tchétchènes et cédé au Daghestan en 1944) ne leur ait pas été rétrocédée. Ces événements se trouvent d'ailleurs à l'origine des deux conflits qui marquent le Caucase contemporain : le conflit russo-tchétchène et le conflit ingoucho-ossète, mais aussi des tensions sporadiques entre les Tchétchènes et les Avars.

L'éclatement du conflit tchétchène dès la dissolution de l'Union Soviétique est, en quelque sorte, normal. Contrairement au Tatarstan qui, en 1992, semblait se diriger comme la Tchétchénie vers l'indépendance, cette dernière avait une série d'avantages de nature géopolitique incontestables : l'existence d'une frontière externe dans le sud, une majorité tchétchène et la proximité du monde musulman. Au Tatarstan, autonomie nationale d'un peuple bien connu et très nombreux (d'environ sept millions d'habitants) et disposant d'un potentiel

économique incomparablement plus grand que celui de la Tchétchénie, on se heurte à une situation inverse : l'absence d'une frontière externe avec un État souverain, une majorité relativement russe et un éloignement du monde islamique. Il en ressort que l'implosion de l'Union Soviétique et la délimitation de nouvelles frontières étatiques ont contribué à créer les prémisses sans lesquelles le conflit tchétchène n'aurait jamais pu avoir lieu.

En dehors des aspects de nature géohistorique, il y a encore d'autres facteurs qui ont conduit à l'apparition et à l'évolution des conflits dans lesquels sont impliqués les Tchétchènes et les Ingouches et, tout spécialement, les conflits russo-tchétchène et ossète-ingouche. Il s'agit de l'appartenance des protagonistes dans ces conflits à deux confessions et à deux familles ethnolinguistiques différentes. Les Russes et les Ossètes (alliés naturels dans le Caucase) sont des peuples indo-européens et chrétiens, tandis que les Ingouches et les Tchétchènes sont des peuples caucasiens et musulmans. Évidemment, les commentateurs politiques n'aiment pas beaucoup mettre en évidence l'existence de ces détonateurs de conflits de nature ethnolinguistique ou confessionnelle, mais c'est précisément ceux-ci qui constituent l'élément explosif dans le cas des conflits interethniques du Caucase.

En septembre 1989, le mouvement intellectuel ingouche « Nijskho » (Égalité) exigeait le rétablissement d'une république autonome ingouche séparée<sup>45</sup>. Cette demande, paradoxalement, n'a pas été accueillie de manière hostile par les dirigeants du mouvement nationaliste tchétchène qui considéraient que les entités administratives autonomes bi-ethniques créées par les Soviétiques dans le nord du Caucase avaient pour objectif d'empêcher chez ces peuples l'idée de créer un État distinct et,

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Avars, première composante ethnique au Daghestan, ont de plus le souvenir historique d'un État indépendant formé au Moyen Âge. Ils représentent d'ailleurs l'unique peuple ciscaucasien disposant d'une longue tradition étatique et d'une très vieille culture écrite. Ainsi, dès le XII<sup>e</sup> siècle, on vit se former le Khanat des Avars, avec Khounznakh pour capitale. Au début du XIX<sup>e</sup> siècle ce Khanat forme avec la Tchétchénie l'Imamat de Mouride. A partir de 1817 et jusqu'en 1864, l'Empire Russe va mener contre cet État avaro-tchéchéne la plus longue guerre de son histoire. Il peut donc sembler tout à fait logique aujourd'hui que les Avars veuillent le rétablissement de leur État.

Une autonomie avare aurait pour conséquence l'éclatement du Daghestan et le problème qui en découlerait serait alors celui de la délimitation des frontières internes entre les enclaves des petites composantes ethniques (environ 20) et les entités autonomes des grandes composantes ethniques. Les cinq grandes composantes ethniques du Daghestan (les Avars, les Laks, les Lezghiens et les Darghiens et les Tabassarans) ont déjà attiré à eux les petites composantes ethniques vivant dans les montagnes en fonction de leur appartenance à l'un des quatre sous-groupes ethnolinguistiques du Daghestan (Avar, Lak, Darghien, Lezghien-Tabassaran). Cette faible cohérence des aires ethniques produirait alors une série de frictions ; le cas des deux composantes ethniques d'origine turque – les Koumyks et les Nogais – en étant le meilleur exemple.

Les Koumyks (422 000 personnes en Russie dont 366 000 au Daghestan<sup>56</sup>) et les Nogais (91 000 personnes en Russie<sup>57</sup> si l'on ne compte pas les soi-disant « Tatars d'Astrakhan » considérés le plus souvent comme des Nogais plutôt que comme des Tatars) sont des composantes ethniques d'origine turquophone et non pas daghestanaise quand bien même les

Soviétiques les ont inclus dans les limites de la république autonome du Daghestan. Les Koumyks forment la majorité de la population (50-70 %) dans quatre districts de l'est du Daghestan (Koumtorkalinski, Karaboudakhkent, Bouïnak et Kaïakent), tandis que dans les districts de Babaiourt et de Khassaviourt, ils représentent entre 25 et 50 % du total de la population. Certains dirigeants koumyks espèrent, comme beaucoup d'autres au Daghestan, la formation d'une entité autonome propre. Quand bien même un tel projet se réalisait, il en résulterait dans la zone une situation assez tendue. En effet, dans les régions où les Koumyks sont majoritaires, il existe d'importantes communautés de Laks, d'Avars et de Darghiens. Dans ce cas, le problème des limites frontalières serait tout de suite soulevé entre l'entité autonome des Koumyks et les entités des autres composantes ethniques du Daghestan. Surgirait alors également le problème des Nogaïs, composante ethnique d'origine turque très proche des Koumyks sur le plan linguistique mais différente sur le plan anthropologique et culturel. Malgré leur petit nombre, les Nogaïs n'oublient pas qu'il n'y a pas si longtemps ils étaient les maîtres de la steppe depuis le Don jusqu'à l'Irtych, ce qui fait qu'ils regrettent l'absence d'une entité autonome nogai<sup>58</sup>. Contrairement aux Koumyks dont l'aire de dispersion est intégralement incluse dans le Daghestan, les Nogaïs ne peuvent pas du tout être considérés comme une composante ethnique constitutive de cette république autonome. Dans le nord du Daghestan, dans la soi-disant Steppe Nogaï, les Nogaïs sont environ 35 000 et représentent plus de 80 % de la population du district de Nogaïski et environ 10 % de celui de Taroumovski, l'unique district majoritairement russe du Daghestan. L'aire ethnique des Nogaïs est pourtant partagée par la frontière administrative entre le Daghestan, la province de

Stavropol et la Tchétchénie où vivent encore 30 000 Nogais. Cela signifie que, au cas où serait créer un Nogaïstan, se poserait le problème de la révision des frontières administratives de trois entités fédérales au sein de la Russie. Or, même si Moscou n'avait rien contre un tel projet, la population russe de cette zone (appartenant au groupe des Cosaques du Terek) admettrait avec grande difficulté de voir incorporer le district de Neftekumski de la province de Stavropol ou le district de Chelkovskaïa de Tchétchénie, district ayant une population mixte russe et nogai, à la nouvelle entité du Nogaïstan. La création d'une entité autonome commune koumyk et nogai au sein du Daghestan serait plus envisageable, ce qui n'éliminerait pourtant pas le problème des frontières administratives de cette entité autonome ; des frictions entre les composantes ethniques d'origine turcique et daghestanaise de la région, entre les Koumyks et les Nogais ou entre celles-ci et les Russes étant également très probables.

Ces quelques indications expliquent les raisons pour lesquelles Moscou évite de favoriser l'apparition d'une telle entité autonome ; d'autant plus que, dans l'éventualité de sa création, la population russe y serait minoritaire et réduirait donc la capacité de contrôle du Kremlin dans cette région. Dans ces conditions, et tenant compte aussi de la conjoncture ethno-géographique et politico-géographique de l'est de la Ciscaucasie, on peut facilement déduire que les Russes alimenteront une rivalité constante entre les communautés vivant au Daghestan. Le fractionnement du Daghestan serait, de plus, suivi par une confrontation turco-daghestanaise, dans le nord de la république, et par une autre turco-daghestanaise, au sud (la filière azéri-Lezguienne). Dans ces conditions, la Russie gardera ses distances et jouera un rôle d'arbitre, étant surtout intéressée par le maintien des divisions et l'état de tension entre les

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.



créer une région autonome de Samtskhe-Djavakheti au sein de la Géorgie. Enfin, après la victoire de Michail Saakachvili aux élections présidentielles, le mouvement autonomiste des Arméniens de la région de Samtskhe-Djavakheti s'est accentué.

## Carte N° 6.

### **Le district de Meghri contre la zone du Haut-Karabakh-Latchin : une possibilité d'échange de territoires entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan**



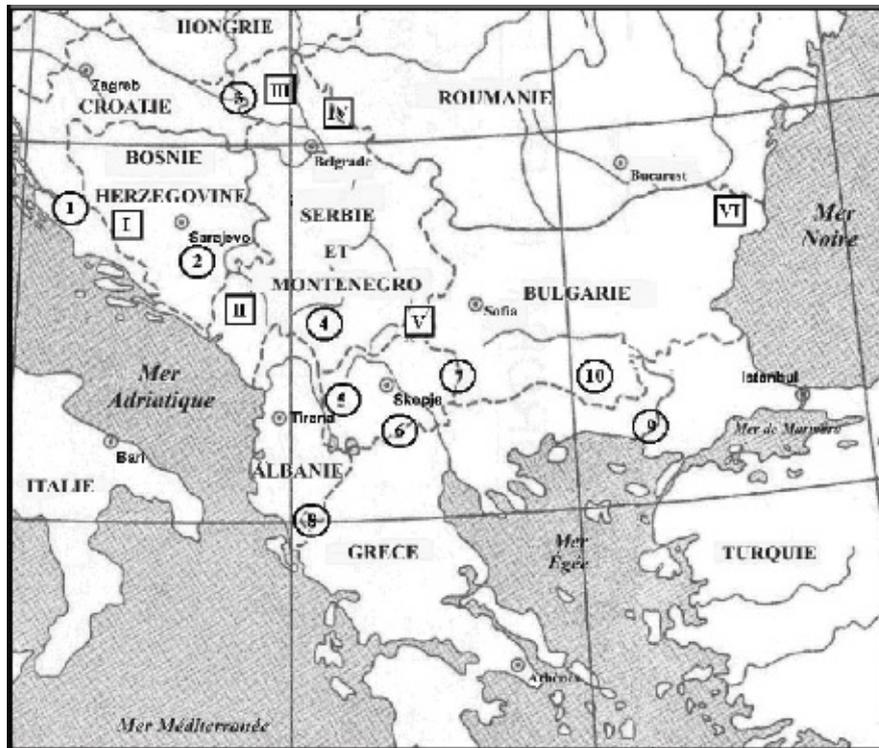
- Frontières de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan au cas où ils accepteraient un échange de territoires
- District arménien de Meghri nécessaire pour la connexion de l'exclave du Nakhitchevan avec le reste de l'Azerbaïdjan
- Zone du Haut-Karabakh-Latchin d'Azerbaïdjan

Le mot d'ordre du congrès des Arméniens de Géorgie qui s'est tenu du 23 au 25 septembre 2005 à Akhalkalaki était le suivant : « la région de Djavakheti à l'intérieur de la structure d'État de la Géorgie ». Dans une résolution finale, les participants demandaient au président Saakachvili de résoudre sur-le-champ le problème de l'autonomie de la région de

Samtskhe-Djavakheti<sup>63</sup>. De manière indirecte, la Turquie se sent également concernée par le problème de la région de Samtskhe. Elle a d'ailleurs saisi la Géorgie de la question d'un éventuel rapatriement de plus de 100 000 turcs-meskhetin, déportés fin 1941 par les autorités soviétiques qui estimaient leur présence dangereuse le long de la frontière soviéto-turque à une époque où Moscou s'attendait à une attaque militaire de la part de la Turquie<sup>64</sup>. On peut facilement imaginer quels seraient les effets d'un retour massif des turcs-meskhetin dans leur région d'origine. Sa proximité avec la Turquie et la République d'Adjarie et le sentiment national avéré de cette population créeraient les prémises de scénarios on ne peut plus pessimistes sur le déclenchement d'un conflit d'ampleur dans le Caucase.

Dans ce contexte, on ne peut pas non plus exclure le fait que la relance du mouvement autonomiste arménien en Géorgie trouve ses sources non pas à Erevan mais à Moscou qui semble trouver un certain intérêt à générer de nouveaux foyers de tension dans le Caucase dans le but de renforcer son influence dans la zone. Cette explication semble d'autant plus plausible que la ville d'Akhalkalaki abritait encore récemment l'une des plus grandes bases militaires russes en Géorgie. Les Russes prétendaient que la présence de cette base militaire avait pour principal objectif de « calmer » les autonomistes arméniens. Or le fait que l'intensification de la démarche autonomiste des Arméniens de la région de Djavakheti ait coïncidé avec la clôture de la base russe d'Akhalkalaki pourrait alimenter l'hypothèse selon laquelle Moscou porterait une certaine part de responsabilité dans la montée des tensions entre les Arméniens et les Géorgiens dans cette région. Quoi qu'il en soit, les autorités de Tbilissi doivent trouver d'urgence une solution pour la communauté arménienne de Géorgie qui représente la

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.



□ – conflits éventuels :

I – Conflit croato-bosniaque de Bosnie-Herzégovine ;

II – Problème des rapports entre la Serbie et le Monténégro

III – Problème des Hongrois de Vojvodine

IV – Problème du Banat et de la minorité roumaine de Serbie

V – Problème de la minorité bulgare de Serbie

VI – Problème de la Dobroudja de Sud et de la minorité roumaine de Bulgarie

○ – conflits passifs :

1 – Conflit serbo-croate de la Krajina de Croatie

2 – Relation entre la République Srpska et la Fédération croato-musulmane de Bosnie-Herzégovine

3 – Conflit serbo-croate de Slavonie orientale

4 – Conflit serbo-albanais du Kosovo

5 – Problème de la minorité albanaise de la République de Macédoine

6 – Tensions greco-macédoniennes

- 7 – Tensions bulgare-macédoniennes
- 8 – Problème de l'Épire (conflit gréco-albanais)
- 9 – Tensions gréco-turques
- 10 – Problème de la minorité turque de Bulgarie

Considérés par les Russes et les Autrichiens comme un espace destiné à leur domination, les Balkans deviennent au XVIII<sup>e</sup> siècle une zone de rivalités entre les cours impériales de Vienne et de Saint-Pétersbourg ; rivalités qui allaient conduire, en 1914, au déclenchement de la Première Guerre mondiale. Plus tard, pendant l'Entre-deux-guerres, les Balkans se trouveront pris entre les intérêts de l'Italie fasciste, de l'URSS et de la France. Cette dernière tenait à contrôler cette région pour renforcer sa politique d' « encerclement » de l'Allemagne et de surveillance de la Méditerranée Orientale dominée par les Britanniques. Objet, enfin, de la rivalité soviéto-britannique pendant l'immédiat après-guerre, les Balkans deviendront (à l'exception de la Grèce à nouveau et de la Turquie cette fois-ci) partie intégrante du Heartland communiste sans que la fin de la Guerre Froide y apporte le calme ; le paysage paraissant y devenir encore plus trouble, bien au contraire.

Dans ce contexte, six conflits passifs (serbo-albanais, hungaro-roumain, bosniaque, serbo-croate et gréco-turc) et plusieurs conflits potentiels (bulgare-grec, gréco-albanais, bulgare-roumain, hungaro-serbe, bulgare-turc et bulgare-serbe) se côtoient dans cet espace balkanique postsoviétique. En termes de « concentration », les Balkans seraient donc, après le Caucase, la deuxième région de grande instabilité polémologique du monde, mais ils devancent sans aucun doute le nœud conflictuel caucasien en termes de gravité des conflits et d'impact sur le climat géopolitique global.

Le principal danger des conflits balkaniques provient d'une

accumulation de tensions historiques et d'un trop plein d'« énergies négatives » susceptibles de déclencher une réaction en chaîne embrasant tout le sous-continent et impliquant inévitablement toutes les grandes puissances allogènes.

Le nœud conflictuel le plus complexe des Balkans est certainement représenté par la question macédonienne qui pourrait contaminer la région et y faire éclater tous les autres conflits dans la mesure où c'est le point focal qui affecte la majorité des protagonistes de la scène géopolitique de l'Europe balkanique.

L'actuelle République de Macédoine représente la partie de territoire qui revenait à la Serbie après le partage de la Macédoine en 1913. Jusqu'à cette époque, la Macédoine était une province de l'Empire Ottoman auquel elle avait été attachée en 1371. Après les guerres Balkaniques de 1912-1913, le traité de Bucarest partage la Macédoine entre la Grèce, la Serbie et la Bulgarie. La partie sud et littorale, majoritairement peuplée par des Grecs est revenue à la Grèce et la partie ouest et nord, peuplée par des Slaves a été partagée entre la Bulgarie (au nord est) et la Serbie (au nord ouest). Depuis cette époque, l'espace macédonien a fait l'objet de nombreux appétits. La Bulgarie va d'ailleurs s'allier à l'Allemagne au cours des deux guerres mondiales dans l'espoir de « réunifier » sous son égide les territoires de la Macédoine. Il faut dire que pour les Bulgares, la Macédoine représente un lieu emblématique, le foyer de la civilisation spirituelle bulgare et même slave si l'on prend en considération le fait que deux grands érudits bulgares, les saints Cyrille et Méthode, avaient débuté leur action en Macédoine, à Soloun (le nom slave de Thessalonique), berceau de la culture écrite et de la chrétienté slave. La Bulgarie est d'autant plus attachée à cette région de la Macédoine que le Royaume de la Bulgarie Occidentale qui comprenait au Moyen Âge la

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

renforcerait la cohésion interne du pays. Enfin, des rapports normaux avec Tirana pourraient être établis, les bons rapports avec Ankara seraient préservés et la confiance de la Grèce et de l'Occident tout entier serait regagnée.

La reconnaissance des langues de deux pays voisins comme langues officielles et l'acceptation d'une appellation uniquement physico-géographique mettraient néanmoins en évidence le caractère artificiel de cet État alors que Skopje argumente justement sa position en faisant état de ses très anciennes racines historiques et en soutenant que la Macédoine est le berceau de la première civilisation slave. Ces ambitions historiques empêchent néanmoins les 2,2 millions d'habitants de ce petit pays balkanique de vivre normalement et de construire un État démocratique. Tant que sur les rives du Vardar la préoccupation principale sera de se heurter aux problèmes du passé au lieu de rechercher des solutions au plus grand nœud conflictuel des Balkans, la communauté internationale se contentera d'appeler ce petit pays « Ancienne République Yougoslave de Macédoine ».

Par son origine yougoslave, le problème macédonien est relié au conflit bosniaque, l'un des plus médiatisés des Balkans. L'impact géopolitique du conflit bosniaque est pourtant radicalement différent du conflit macédonien dans la mesure où ce conflit bosniaque n'implique directement que trois protagonistes : la Bosnie, la Croatie et la Serbie. Sa grande médiatisation tient surtout au fait qu'il semblait couvrir depuis l'attentat de Sarajevo, prétexte à l'offensive autrichienne en Serbie et au déclenchement de la Première Guerre Mondiale. Cette connexion historique n'a rien à voir avec la réalité. Les situations géopolitiques de 1914 et de 1991 sont radicalement différentes comme sont totalement différentes les causes de la guerre mondiale et du conflit bosniaque.

Par rapport aux Slavo-macédoniens qui jadis n'avaient pas bénéficié d'un État, la Bosnie a été un véritable État pendant le Moyen Âge. Érigée en principauté au XI<sup>e</sup> siècle, la Bosnie devenait un royaume en 1377 sous Travco I<sup>er</sup>. Le royaume de Bosnie allait être par la suite incorporé dans l'Empire Ottoman ; sa population subissant un processus rapide d'islamisation. En 1908, l'Autriche allait annexer à son tour la Bosnie-Herzégovine et provoquer une grave crise diplomatique connue sous le nom de « crise bosniaque ». En 1918, la Bosnie-Herzégovine est incluse dans le royaume yougoslave. À la suite du partage de la Yougoslavie entre les Italiens et les Allemands en 1941, la Bosnie-Herzégovine allait être cédée, cette fois-ci, à la Croatie devenue un allié fidèle des puissances de l'Axe. Pendant la guerre, la Bosnie allait être l'une des principales zones de guérilla du mouvement des partisans serbes qui luttaient contre les Croates et leurs alliés Allemands et Italiens.

Après la Seconde Guerre mondiale, la Bosnie-Herzégovine est devenue l'une des six républiques de la Fédération yougoslave mais, avec le déclenchement de la crise de 1989, la communauté musulmane de Bosnie-Herzégovine s'est prononcée de manière extrêmement claire pour l'indépendance. Les exemples de la Slovénie et de la Croatie ont également poussé à la radicalisation de la position des nationalistes bosniaques. À leur tour, les Croates de Bosnie (18 % de la population du pays) se sont prononcés pour le rattachement à la Croatie des territoires sur lesquels ils étaient majoritaires. C'est dans ce contexte qu'est organisé le 29 février 1992 un référendum pour l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine (boycotté par les Serbes) dans lequel 99,4 % des participants se prononcent pour l'indépendance de la république. En l'absence de représentants serbes, le parlement de Sarajevo proclame l'indépendance de la

Bosnie-Herzégovine le 3 mars 1992.

Le 7 avril 1992, les Serbes de Bosnie-Herzégovine proclament à leur tour la création de la République Serbe Bosniaque (Republika Srpska) et, le 3 juillet 1992, une République Croate Bosniaque proclame à son tour son indépendance. La proclamation de la République Serbe Bosniaque marque le commencement de la guerre civile en Bosnie-Herzégovine. Entre 1992 et 1994, les Croates ont fait la guerre contre les (musulmans) Bosniaques et les Serbes, les Serbes contre les (musulmans) Bosniaques et les Croates et les (musulmans) Bosniaques contre les Croates et les Serbes. Les Croates étaient soutenus par Zagreb bien sûr mais aussi par Berlin. Les Serbes étaient soutenus par Belgrade mais il est évident que, dans l'ombre, Moscou veillait. Quant aux Bosniaques, bénéficiant de leur admission à l'ONU en mai 1992 et donc de « la légitimité de leur cause », ils étaient ouvertement soutenus par Washington ainsi que par le monde musulman.

Avec la médiation des Américains, les Croates bosniaques et les musulmans bosniaques ont conclu le 30 mars 1994 un accord portant création de la fédération croato-musulmane. Cet accord est intervenu au moment où les Serbes bosniaques avaient imposé leur supériorité militaire sur le terrain et que toute la Bosnie risquait donc de devenir un espace sous domination serbe. L'alliance croato-musulmane a ainsi conduit à l'élargissement de la coalition antiserbe et à l'augmentation des pressions américaines contre les Serbes bosniaques et contre la République Fédérale Yougoslave. Finalement, après plus de trois années de guerre, les trois communautés en conflit signaient le 12 décembre 1995 à Paris un accord de paix qui mettait fin à la guerre.

Signé sous la pression des États-Unis – les accords de Paris étant présentés comme le succès de la diplomatie américaine

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

## Chapitre 5

# La géopolitique de l'espace roumanophone

Les deux pays roumanophones, la Roumanie et la République de Moldavie, se distinguent par leur situation à la confluence de trois macro-ensembles géopolitiques : l'Europe balkanique (y compris la Turquie), l'Europe Centrale et l'Europe de l'Est, dominée par la Russie. De plus, leur situation au carrefour de deux des zones les plus instables du monde - l'espace balkanique et l'espace ex-soviétique – constitue pour eux un élément géopolitique déterminant. Analysant ce positionnement géopolitique des deux pays, certains observateurs roumains ont tendance à en exagérer les avantages perpétuant ainsi de vieux mythes liés à la situation exceptionnelle de l'espace roumanophone. Ces analystes oublient pourtant une chose : contrairement au positionnement géographique, le positionnement géopolitique n'est pas immobile mais dynamique, ce qui fait que chaque mutation géopolitique globale comme, par exemple, le déclin et l'apparition de certains centres de pouvoir, crée de nouveaux repères. Par conséquent, dans l'actuel contexte géopolitique, la Roumanie et la République de Moldavie n'ont pas un positionnement géopolitique enviable : des voisins instables (à l'exception de la Hongrie et de la Bulgarie), une position à la confluence de deux régions turbulentes et disposant d'un faible potentiel économique par rapport à celui de l'Europe, la présence de plusieurs minorités ethniques importantes ayant de puissants protecteurs à l'extérieur et, enfin, un emplacement à proximité des zones d'intérêt de centres de pouvoir global (les États-Unis,

l'Union Européenne et la Russie). Paradoxalement, ce dernier inconvénient est perçu par de nombreux commentateurs roumains du phénomène politique comme un grand atout géopolitique pour les deux pays, ce qui crée l'illusion que la Roumanie et la République de Moldavie se trouvent au premier rang du « front géopolitique », entre les États-Unis et l'Union Européenne d'un côté, et la Russie de l'autre. En réalité, le grand danger des espaces qui se trouvent dans ce qu'on appelle en géopolitique une « zone de contact », c'est le fait qu'ils peuvent facilement être transformés soit en « zones tampons », soit en « monnaie d'échange ».

Sur le plan géographique, les particularités géopolitiques de l'espace roumanophone sont déterminées tout spécialement par quatre « objets » : les Carpates, le Danube, la mer Noire et le Dniestr, ce dernier acquérant une grande importance surtout pour la République de Moldavie. Dans la littérature historique, géographique et géopolitique roumaine – on fait ici allusion aux travaux de I. Conea et de V. Mihăilescu – on a beaucoup écrit et parlé de la valeur géopolitique des Carpates. Il semble, pourtant, que personne n'ait mieux parlé de la Roumanie et du trinôme Danube-Carpates-mer Noire que le géographe allemand Joseph Partsch. Il y a un siècle, il écrivait dans son célèbre ouvrage intitulé « Mitteleuropa » que le Danube Inférieur dessine le contour d'un cœur d'où, tel un aigle, la Roumanie déploie ses larges ailes pour décoller des sommets des Carpates et planer sur les contrées pontiques<sup>88</sup>. Dans l'histoire du peuple roumain, les Carpates ont en effet joué un rôle d'exception. Pendant la période des grandes migrations des III<sup>e</sup>-X<sup>e</sup> siècles, période qui a assisté à la naissance du peuple roumain, le bassin des Carpates a servi de « citadelle naturelle » à la romanité orientale, tout en dessinant son axe historique ; Après quoi, aux XI<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècles,

les Roumains se sont insinués, comme un glacier qui fond, à partir de la courbure des Carpates, le long des vallées du Someș, des deux Criș, du Mureș, du Jiu, de l'Olt, de la Prahova, du Trotuș, de la Bistrița ou de la Moldova, « inondant » l'ancien antre dacique, centré à son tour sur la courbure des Carpates. Si l'on analyse une simple carte physico-géographique, on observe que les trois principautés roumaines médiévales se sont d'ailleurs développées précisément en dépendance étroite avec la direction des cours d'eaux appartenant au « réservoir d'eau » des Carpates : la Transylvanie s'est développée tout le long des cours d'eau qui se dirigent vers le nord-ouest, la Valachie, le long de ceux qui se dirigent vers le sud, et la Moldavie le long des cours d'eau qui coulent des Carpates vers le sud-est. On pourrait, ainsi, dire que les Roumains sont, comme les peuples balkaniques, un peuple de montagnards et ce n'est peut-être pas par hasard que le nom alternatif de la Valachie est la Munténie (bien que, en fait, la plupart de cette zone soit située dans la plaine) et que, de nos jours encore, à l'époque de l' « espace global », les régions roumaines des Carpates, comme par exemple le Pays du Zarand, de la Marmatie (le Maramures) ou de la Bucovine, servent de dernier bastion des vraies traditions roumaines.

Le Danube et le Dniestr représentent deux autres éléments géographiques importants dans la bonne compréhension de la géopolitique de l'espace roumain. Ces deux fleuves ont joué au cours des siècles le rôle de frontière naturelle du peuple roumain ; rôle qu'ils détiennent encore. C'est d'ailleurs un fait curieux car la majorité des peuples européens ont utilisé les grands cours d'eau comme épice de leur développement politico-géographique (la Vistule pour les Polonais, le Dniepr pour les Ukrainiens, la Volga pour les Russes, le Danube pour les Autrichiens et les Hongrois, le Rhin pour les Hollandais), or la

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

(Ananiev), Balta, Byrzula (Kotovsk) et Kodyma. La surface de cette république autonome, qui a fait partie, jusqu'en 1940, de l'Ukraine, était d'environ 8 500 km<sup>2</sup>. Prenant en considération le fait que l'Union Soviétique ne reconnaissait pas le rattachement de 1918 de la Bessarabie à la Roumanie, le territoire de la Bessarabie (45 200 km<sup>2</sup>) était officiellement inclus dans la composition de la RASS Moldave (et donc de l'Ukraine). Le 28 juin 1940, quand la Bessarabie fut annexée par l'Union Soviétique, elle a automatiquement été incluse dans la composition de la RASS Moldave. Pendant cinq semaines (du 28 juin au 2 août 1940), l'autonomie moldave a donc compris l'ex-RASSM et la Bessarabie et couvrait une superficie totale de 53 700 km<sup>2</sup>. Le 2 août 1940, la RASS Moldave fut transformée en république fédérée (« unionale »). Auparavant, le 22 juillet 1940, Kiev avait obtenu de Moscou qu'en échange de la sortie de la RASS Moldave de la RSS Ukrainienne, les districts comprenant une population « majoritairement ukrainienne » du nord et du sud de la Bessarabie, de même que ceux situés à l'est de l'ex-RASS Moldave soient attribués à l'Ukraine<sup>95</sup>. De cette manière, l'Ukraine a soustrait à la République de Moldavie quatre districts nord-bessarabiens, neuf districts du sud de la Bessarabie et cinq districts transnistriens (Balta, Byrzula, Kodyma, Ocnele Roşii et Anani). La République de Moldavie ne détient donc aujourd'hui, à l'intérieur de ses frontières internationalement reconnues, que 62,8 % du territoire qu'elle possédait en juillet 1940.

Une grande partie du contentieux entre Kichinev et Kiev a donc pour origine la transformation de l'autonomie moldave en république fédérée (« unionale »). Toute une série d'erreurs légales commises dans le processus de cession territoriale de l'été 1940 sont mises en avant. La partie ukrainienne soutient

que dans les trois portions de territoire reçues en août 1940 (le nord de la Bessarabie, le centre de la Transnistrie et le sud de la Bessarabie), la population ukrainienne est plus importante que la population roumanophone et qu'en juillet 1940 tout le territoire de l'entité autonome moldave faisait partie de l'Ukraine, ce qui fait qu'au moment où Kiev avait consenti à ce qu'une république autonome faisant partie de l'Ukraine se transforme en république fédérée (« unionale »), la partie ukrainienne était en droit d'intervenir pour modifier la frontière en faveur de la population ukrainienne qui risquait, autrement, d'appartenir à une autre république fédérée. Pourquoi, dans ces conditions, a-t-on préféré l'appellation de « République de Moldavie » et pourquoi le problème supplémentaire de la « langue moldave » est-il apparu ? La réponse à ces questions est bien sûr géopolitique mais surtout géohistorique. D'un point de vue géopolitique on donnait à croire que, par la création d'une entité autonome moldave en Transnistrie, toute la Moldavie roumaine avaient sa place au sein de l'Union Soviétique et que l'objectif de cette autonomie était la formation d'un État socialiste moldave du Boug méridional à l'est et jusqu'aux Carpates à l'ouest. D'un point de vue géohistorique l'explication réside dans le fait que les Roumains établis au XVI<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècles en Transnistrie étaient originaire de la Principauté de la Moldavie. Il était, donc, naturel qu'ils se soient identifiés à cette époque comme Moldaves et non pas comme Roumains. Lorsque les Moldaves et les Valaques ont jeté les bases de la nation roumaine, les Moldaves de Bessarabie et de Transnistrie ont gardé leur identité moldave parce qu'ils n'avaient pas participé à la création de la nation roumaine. De nombreux exemples similaires existent concernant des groupes ethniques régionaux (spécifiques au Moyen Âge) qui ont quitté

leur terre natale à l'époque médiévale et se sont établis dans d'autres régions du monde tout en conservant leur identification initiale.

Entre 1812 et 1944, les terres situées entre le Prut et le Dniestr étaient connues sous le nom de Bessarabie. Pour qu'elles se distinguent de la Moldavie proprement dite, la République de Moldavie est encore appelée aujourd'hui, non-officiellement, la Bessarabie. La population, néanmoins, a gardé son identité moldave. Il en va de même pour la langue. L'expression de « langue moldave » semble correcte d'un point de vue historique, de la même manière que les termes de « sicilien » ou « saxon » sont historiquement justifiés. À l'époque médiévale ou au début de l'époque moderne, on ne pouvait pas parler d'une langue française, allemande ou italienne uniformisée et ce phénomène est également valable pour le roumain. Comme beaucoup d'autres langues européennes, la langue (littéraire) roumaine s'est formée pendant la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. Au Moyen Âge, les Moldaves comprenaient très bien qu'ils parlaient la même langue que les Transylvains ou les Valaques même si, dans les différentes provinces roumaines, il n'y avait pas de norme linguistique unique, pas plus qu'il n'y en avait dans les provinces italiennes ou allemandes, pour l'italien ou l'allemand. La langue littéraire roumaine a ainsi accompagné la formation de la nation roumaine. De plus, la période 1918-1944 quand la Bessarabie faisait partie de la Roumanie a été beaucoup trop brève pour qu'une modification sérieuse se produise dans la façon de s'identifier des Moldaves bessarabiens. Tout ce qui avait été fait en ce sens a vite été effacé par l'administration soviétique qui a encouragé au contraire l'esprit d'identification spécifique des Moldaves de Bessarabie.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

20. *Politika Zapada v otnochenii Ukrainy*. Mirovaia ekonomika i mejdunarodnyie otnochenia, nr. 2, 1996, p. 98.
21. *Idem*, p. 96.
22. O. Tanrisever, *Turkey and Russia in Euroasia*, in Lenor Martin & Dimitris Keridis (eds.), *The Future of Turkish Foreign Policy*, The MIT Press, London, 2002, p. 133.
23. C.C. Delavaud, *Géopolitique de l'Asie*, PUF, Paris, 1993, pp. 311-314.
24. Voir : <http://ukrcensus.gov.ua/rus/results/general/nationality/>
25. Voir : [http://mymoldova.info/demographics\\_ro.htm](http://mymoldova.info/demographics_ro.htm)
26. S. Minasian, *Etniceskije menichinstva Gruzii*, Caucasus Media Institute, Erevan, 2006, p. 13.
27. *Tiurkskije jazyki*, *Bolchoj Sovetskij Entsiklopeditcheskij Slovare*, t. II, Izdatelstvo « Sovetskaia Entsiklopedija », Moscou, 1991.
28. Cité d'après V. Nadein-Raievski, *Turtsia, Rossia i tiurkoiazytchnyie narody posle raspada SSSR*, *Mirovaia ekonomika i mejdunarodnyie otnochenia*, Nr. 4 – 1994, p. 39.
29. *Ibidem*.
30. D'après *Natsionalinyi sostav naselenia SSSR*, *op. cit.*
31. V. P. George, *La géopolitique des minorités*, PUF, Paris, 1984, pp. 83-85.
32. *V. Armenia, Bibleiskaia entsiklopedia*, Moscou, 1891.
33. *Istoria Diplomatii*, tom III, Izdatelstvo politiceskoi literatury, Moscou, 1965, p. 95.
34. *Istoira diplomatii*, t. III, *op. cit.* p. 212.
35. *Dokumenty vnechnei politiki SSSR*, t. II, Gospolitizdat, Moscou, 1957, p. 725.
36. *Istoria diplomatii*, tom III, *op. cit.*, p. 225.
37. E. Jouve, *Relations internationales*, PUF, Paris, 1992, p. 195.
38. A. Moses, *Politika Zapada v otnochenii Rossii*, *Mirovaia ekonomika i mejdunarodnyie otnochenia*, Nr 2, 1996, p. 91.
39. N. Popov, *Vnechneaia Politika Rossii : analiz politikov i ekspertov*, *Mirovaia ekonomika i mejdunarodnyie otnochenia*, N° 4, 1994, p. 8.
40. A. Moses, *op. cit.*, p. 96.
41. Dans la tradition géographique russe et allemande, l'Europe du Sud-Est englobe la Bosnie-Herzégovine, la Serbie, le Monténégro, l'Albanie, le Kosovo, la République de Macédoine, la Grèce, la Bulgarie, la Roumanie et la Moldavie. Voir P. Jordan, *Grossgliederung Europas nach kulturräumlichen kriterien*, Europa Regional 13 (2005), Heft 4, Leibniz-Institut für Länderkunde, Leipzig.
42. Selon le géopoliticien britannique Halford J. Mackinder, c'est autour du «

*Heartland* » (cœur du monde) que s'articulent toutes les dynamiques géopolitiques de la planète. Ce pivot de la politique mondiale est l'Eurasie et son cœur intime en est la Russie. Voir H. J. Mackinder, *Le pivot géographique de l'Histoire* sur [http://www.stratisc.org/strat\\_055\\_MACKINDERP.html](http://www.stratisc.org/strat_055_MACKINDERP.html)

43. Conformément à la constitution de l'URSS, l'Union soviétique était composée de 15 Républiques soviétiques socialistes fédérées (ou « unionales »). Les républiques fédérées (à l'exception de l'Estonie, de la Lettonie, de la Lituanie, de la Moldavie, de la Géorgie, de l'Azerbaïdjan et de l'Arménie) étaient, à leur tour, divisées en Régions. La Russie disposait, en plus, de provinces qui étaient divisées en Régions autonomes. Certaines républiques fédérées (Russie, Géorgie, Azerbaïdjan et Ouzbékistan) avaient aussi dans leur structure des républiques autonomes disposant d'un certain degré d'auto-gouvernance.

44. *Cecenia, chip înlăcrimat*, Nemira, Bucarest, 1997, pp.158-159.

45. Dj. Gakaïev, *Puti k tchetchenskoj revoliutsii* consultable sur : [www.sakharov-center.ru/chr/chrus08](http://www.sakharov-center.ru/chr/chrus08)

46. Dj. Gakaïev, *Otcherki polititcheskoi istorii Tchetchini (XX vek)*, Moscou, 1997, pp. 144-146.

47. Voir Dj. Gakaïev, *op. cit.*, p. 147.

48. A.D. Tuallagov, *Istoki tragedii*, Vladikavkaz, 1993, p. 46.

49. *The Economist*, 10.07.1993, pp.28-29.

50. V. Dzidzoïev et A. Kadilaïev, *V poiskah natsionalnogo soglasia*, Makhachikala, 1992, p. 99.

51. *Ibidem*

52. [www.perepis2002.ru](http://www.perepis2002.ru)

53. M. Gakhramanov, *Rossija stchitaet « Sadval » organizatsiej, veduchtchej boribu za prava razdeleonno na dve tchasti lezguinskogo naroda*, APA, 22.06.2006.

54.

<http://www.eurasianet.org/resource/azerbaijan/hypermail/200103/0062.html>

55. [www.perepis2002.ru](http://www.perepis2002.ru).

56. *Idem.*

57. *Idem.*

58. *Sovremennye etnopolititcheskije protsessy na Severnom Kavkaze*, Dagestanskaja Pravda, 02-10-2008.

59. *Armeano-azerbaidjanskii konflikt 1919-1920*, Grajdanakaia voina I voiennaia interventsia v SSSR, Izdatelistvo Sovetskaia Entsiklopedia, Moscou, 1983.

60. "Boston Globe", 07.04.1993, p. 2.
61. *Ibidem*.
62. A. Iskandarean, *Novye gosudarstva Zakavkazia v poiskah geopoliticeskoj identichnosti*, Regionalinaia bezopasnosti i sotrudnicestvo na Severo-Zapade i Juge Rossii, Moscou, 1999, p. 30.
63. *Armeane Djavahetii trebuiut avtonomii*, Nezavisimaia Gazeta, Nr. 206 (3603), 26.09.2005.
64. T. Trier & A. Khanzhin (Eds), *The Meskhetian Turks at a Crossroads : Integration, Rapatriation or Resettlement ?* Berlin, Lit Verlag, 2007, p. 2.
65. S. Minasian, *op. cit.*, p. 13.
66. M. Sava & I. Vintilă-Rădulescu, articles « Abazina » et « Abhaza », *Limbile lumii : mica enciclopedie*, Editura Știința, Chișinău, 1994.
67. Sava, M. & Vintilă-Rădulescu, I., articles « Cerchessa » et « Adaga » et « Kabardina », *Limbile lumii : mica enciclopedie, op. cit.*
68. [www.perepis2002.ru](http://www.perepis2002.ru)
69. *Idem*.
70. *Idem*.
71. *Velikaia Cerkesia*, Novaia Gazeta (Moskva), Nr. 29, 22.04.2002
72. *Abazinskii raion poeavitsea na karte Karatcheaevo-Tcherkessii*, ИА "Regnum", 29.12.2005.
73. *Ibidem*.
74. Selon *Narody mira, Iliustrirovanyi entsiklopediceskii slovari*, Moscou, 1995.
75. A. Zeune, *Goea : Versuch einer Wissenschaftlichen Erdbeshreibung*, Berlin, 1811, p. 11.
76. Dans le langage géopolitique, les termes *thalassocratie* et *tellurocratie* désignent respectivement, la puissance de la mer (e.g. Grande-Bretagne) et la puissance de la terre (e.g. Chine, Russie). Un *amphibien* est une puissance qui combine les deux **qualités** (e.g. États-Unis, France). Voir Serebrian O., *Dictionar de geopolitică*, Iasi, Editura Polirom, 2006, p. 15.
77. *Geografische Uebersicht des Europaeischen Orients*, 2-e Augsgabe, Berlin, Reumer Verlag, 1882.
78. *Edinstvoto na balgarskiya ezik v minaloto i dnes*, Académie des Sciences de la Bulgarie, Sofia, 1978, p. 4.
79. St. Soikov, *Balgarskiya dialektologiya*, voir : <http://www.promacedonia.org/jchorb/st/index.htm>
80. A. Chauprade, F. Thual, « *Bulgarie* », *Dictionnaire de géopolitique, op. cit.*
81. Voir la chronique « Macedonia », *Enciclopedia Europei*, Ed. Meronia,

București, 1998.

82. F. Thual, *Repères internationaux : l'événement au crible de la géopolitique*, op. cit., p. 91.

83. Voir la chronique « Albania », *Enciclopedia Europei*, op. cit.

84. Voir *Liderii albanezi se pregătesc pentru negocieri cu Belgradul*, *Adevărul*, 24 martie 1998.

85. *Naselenie kym 01.03.2001 g. po oblasti i etnitcheska grupa*, sur <http://www.nsi.bg/Census/Ethnos.htm>

86. T. Schreiber (et. al.), *Jeux de go en Méditerranée Orientale*, FEDN, Paris, 1986.

87. T. Schreiber (et. al), *Jeux de go en Méditerranée Orientale*, op. cit., p. 81.

88. J. Partsch, *Mitteleuropa*, Justus Perhes Verlag, Gotha, 1904, p. 82.

89. C. Uhlig, *Die bessarabische Frage. Eine geopolitische Betrachtung*, Breslau, 1926.

90. E. de Martonne, *Carte de la densité et de la répartition des nationalités dans les pays où dominant les Roumains*, *Annales de géographie*, T. XXIX, Nr. 158, pl. VI, Paris, 1920.

91. L. Berg, *Bessarabia*, Universitas, Chisinau, 1993, pp. 9-10.

92. K. Haushofer, *Granitsy v ih geografitcheskom i politicheskom znatchenii*, op. cit., pp. 160-161.

93. V. Roncea (coord.), *Axa : noua Românie la Marea Neagră*, op. cit., pp.207-208.

94. *Idem*, pp. 210-211.

95. *Pactul Molotov-Ribbentrop*, Chisinau, 1992, p. 82.

96. *Realități economice în guvernământul Trnasnistriei*, *Revista Istorică*, nr. 1-2, 1992, p. 137.

97. F. Bordonaro, *Bulgaria, România și evoluția structurii geopolitice a Mării Negre*, op. cit., p. 83.

98. Y. Lacoste, *Questions de géopolitique : l'Islam, la Mer, l'Afrique*, Paris, 1988, p. 11.